FAIRE ALGER AUTREMENT : CHANGEMENT DE PARADIGME ET CAPITALISATION SUR LES SAVOIRS

Aniss M. MEZOUED
Architecte & Urbaniste

Travailler sur Alger et observer le développement spatial et son cadre bâti et non-bâti entraine la mise en exergue de différents constats et phénomènes urbains. Certains sont objectifs, d'autres sont liées aux personnes qui les émettent (citoyens, professionnels, administrations, politiques), aux disciplines (architecture, urbanisme, politique, droit…), à la culture et à l'imaginaire (propreté, ordre – désordre, civisme…), etc. Toutefois, le contexte urbain et urbanistique d'Alger peut être résumé en deux constats principaux qui sont partagés, de manière objective et consensuelle, aussi bien par les professionnels de l'urbanisme (architectes et urbanistes) que par les chercheurs dans le domaine.

Le premier est celui que l'espace urbain d'Alger et ses formes urbaines sont complètement fragmentés (figure 1). À juste titre, car Alger est le résultat de la superposition et de la juxtaposition d'opérations urbaines qui n'ont pas de lien entre elles.

Elles sont les fruits des actions spatialisées d'acteurs qui n'entretiennent pas, eux non plus, de liens entre eux. Les acteurs publics agissent suivant des logiques sectorielles sans vision commune. Chaque secteur intervient sur ses propres espaces et surfaces foncières et selon ses propres logiques sans se préoccuper des actions des autres secteurs et des autres acteurs. Les acteurs privés, quant à eux, agissent suivant des logiques individuelles, formelles et informelles, en fonction des opportunités foncières disponibles.

Le second constat est que, depuis l'indépendance du pays, l'urbanisme en tant qu'action publique n'a pas réussi à réguler le jeu d'acteur et à rassembler ces derniers autour d'un projet de ville, qui puisse se maintenir dans la durée malgré les changements institutionnels d'une part, et qui ne soit pas générateur de fragments supplémentaires d'autre part.

Effectivement, depuis 1962, une série de plans et de schémas se sont succédé en essayant, à chaque fois, de définir un nouveau projet de ville pour Alger. Ces différentes visions ont toutes commencé à être concrétisées, mais aucune n'a complètement abouti. De ce fait, ces projets ont également contribué à la fragmentation du territoire à travers des fragments de réalisations.

À ces deux constats, nous pouvons ajouter un troisième qui est établi à partir d'une position spécifique : celle de la recherche en urbanisme et de l'université. Il met en avant le fait que les écoles d'architecture et l'université ont produit un nombre considérable de connaissances sur la ville et le territoire d'Alger.



© D.R.

Figure 1 : photo de la périphérie Est d'Alger (photographie de HalimFaïdi et Kaïs Djilali).

Il y a d'une part la connaissance produite à travers les ateliers d'architecture et les mémoires de fin d'études, qui a développé de nombreux projets, sur une diversité de problématiques urbaines algéroises, mais dont les résultats ont eu peu de contact avec le monde extérieur et la pratique réelle. La requalification de la rocade du front de mer, objet d'un des articles de ce numéro, en est un très bon exemple.

D'autre part, les chercheurs ont exploré de nombreux sujets et concepts qui restent cantonnés au monde académique et dont la visée même reste celle du parcours du chercheur et non la contribution à une connaissance utile à la pratique ou de service à la société..

Or, l'université dispose d'une capacité de production intellectuelle et pratique (de projet), de connaissances objectives des enjeux et de la réalité des phénomènes à l'œuvre, dont l'apport au processus de fabrique urbaine et de définition du projet de ville pourrait être considérable.

De ces trois constats, trois questions émergent :

1. Comment remédier réellement à la fragmentation du territoire en reconsidérant la manière de faire la ville et de faire de l'urbanisme ?

2. Comment fédérer les acteurs du territoire autour d'un projet de ville qui se maintient dans la durée ? Comment définir ce même projet pour qu'il ne soit pas la vision fantasmée d'un groupe limité d'acteurs, mais un projet de société partagé et souhaité par le plus grand nombre ?

3. Comment faire en sorte que l'université et la recherche

participent plus activement à la définition des contours de ce projet de ville, par la capitalisation sur les connaissances produites et à produire et par l'implication plus visible et engagée dans le débat sur la ville d'une part et dans les processus de sa fabrication d'autre part ?

Œuvrer pour un changement de paradigme

Avant de tenter de répondre à ces questions, il est important de remettre brièvement ces problématiques dans le contexte mondial des tendances urbanistiques et des enjeux aussi bien locaux que globaux auxquels les villes seront confrontées dans les décennies à venir.

Tout d'abord, la question de fragmentation des villes et des territoires, c'est-à-dire l'éclatement de l'unité et de la continuité de ses tissus urbains en une sorte d'archipel, faits d'un jeu de continuités et de discontinuités entre les différents tissus (Graham & Marvin, 2001 ; Navez-Bouchanine, 2002), et dont nous validons le constat sur Alger, ne peut être appréhendéequ'en lien avec la métropolisation d'une part et les formes urbaines d'autre part.

Selon Françoise Navez-Bouchanine, la fragmentation est un effet de la globalisation économique. Elle correspond à la déterritorialisation *(Magnaghi, 2003)* du « tout organique » que constitue la ville dans un nouveau « tout » global dont les socialités locales n'auraient pas les références *(Navez-Bouchanine, 2002)*.

Elle serait liée aux processus contemporains de métropolisations — cet ensemble de phénomènes conjoints d'intensification/densification autour de certains nœuds de réseaux, liés à un mouvement de dilution/distribution étalée dans l'espace — qui touche Alger comme d'autres grandes et petites villes de la Méditerranée *(Boudiaf, 2003 ; Chaline, 2003 ; Hadjedj, 2003 ; Mezoued, 2015)*.

De ce fait, questionner la fragmentation sans questionner ces processus de métropolisation et de globalisation économique, pourtant prônée aujourd'hui dans les discours dominants sur la ville et Alger tout particulièrement, revient à ignorer une part importante du problème.

En effet, la compétitivité des marchés, la croissance sans limites, l'individualisation des sociétés et la consommation de masse ont des répercussions directes sur les territoires. Par exemple : la soumission du foncier aux lois du marché avec une absence de politique foncière volontariste entraine des spéculations qui génèrent à la fois de la fragmentation spatiale, mais aussi sociale. Elle engendre des formes urbaines qui rentabilisent le profit et créent des replis sur soi qui ne favorise pas l'épanouissement collectif, autre que celui de consommer, ni ne favorise le développement d'un quelconque projet commun.

Face à cette situation, deux courants s'opposent. D'une part, celui qui vise à doter les sociétés locales et l'urbanisme des connaissances nécessaires et des outils pour renforcer cette métropolisation ou d'en maitriser les dymaniques. D'autre part, celui qui remet en question ces dynamiques pour au contraire se concentrer sur un retour aux ressources locales et à une réorganisation des systèmes de gouvernance et de la manière de faire la ville.

De ce courant émerge l'intérêt pour les communs, ces ressources autogérées par un groupe, mais aussi pour l'ensemble des initiatives issues de la société civile: « bottom-up ». Ceci est renforcé par une remise en question de plus importante du capitalisme, mais aussi des États et des modes d'organisation centralisés.

Le Hirak algérien en est un exemple parfait. Il refait émerger une société civile et un espace public susceptibles d'être le support d'une organisation alternative de la société toute en remettant en question le système de gouvernance en place, ou du moins en le poussant à se réformer.

Au vu de la complexité des territoires contemporains, ces deux courants et ce qu'il en résulte en termes de fabrique urbaine seront amenés à dessiner un équilibre entre une compétitivité métropolitaine, voire globale, et une réappropriation des ressources locales au vu du déploiement de villes plus vivables, humaines et équitables.

À cela il faut rajouter le fait que les préoccupations écologiques ont poussé à une remise en question du système socio-technique *(Markard, Raven, & Truffer, 2012)* dans lequel nous évoluons, à savoir, un système issu de la deuxième révolution industrielle *(Rifkin, 2011)* basé sur les hydrocarbures et dont l'automobile est l'un de ses artefacts qui a le plus d'impact sur l'espace urbain— sur la fragmentation urbaine notamment, la pollution de l'air et la qualité de vie. Les travaux de recherche, les rapports internationaux et la littérature ont montré combien ce système socio-technique a atteint ses limites et combien il est important de le remettre en question ou d'en inventer un autre. Certains, comme Jeremy Rifkinpar exemple,annoncent la troisième révolution industrielle *(Rifkin, 2011)* comme un nouveau paradigme, qui en profitant des nouvelles technologies, reconsidère les rapports au territoire, à l'environnement, à la proximité, au partage et au marché.

Le mot est lâché, changement de paradigme, car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui à l'échelle du globe, des pays, des États, des villes et mêmes des quartiers ou de la rue. Comment mettre en place un nouveau rapport de la société à la technique, à son environnement et à ses modes d'organisation ? Comment le faire, en s'inscrivant dans une tendance globale, sans pour autant faire du mimétisme aveugle qui reproduit les mêmes erreurs ? Comment construire localement et contextuellement ce changement de paradigme ?

L'horizon semble tracé, mais les moyens à mettre en œuvre, les outils et les méthodes pour y arriver sont plus complexes que cela n'y parait. Changer de paradigme implique de changer la manière de faire les choses et de les appréhender. Dans notre cas, changer la manière de faire la ville et de faire de l'urbanisme. Ici, l'horizon d'attente est la transition vers des villes durables, vers plus de communs, vers une meilleure qualité de vie, vers plus d'équité, vers moins de nuisances, vers une prévention des risques en tout genre, etc.

Cette transition est le cœur de la réponse au questionnement initial. Pourtant, si nous avons aujourd'hui qu'elles sont les attentes et les aspirations globales et locales, nous ne savons pas nécessairement et de manière absolue comment y arriver autrement que par un processus long qui construit progressivement la transition.

La recherche comme moteur de la transition

Bien qu'annoncées comme émergentes dans la recherche contemporaine, les études sur la transition ont fait l'objet de travaux précurseurs, notamment sur l'évolution économique et les régimes technologiques (plus tard socio-techniques) et sur la sociologie de la technologie *(Markard et al., 2012)*. Le système socio-technique dont il est question consiste en un réseau d'acteurs, d'institutions, d'objets matériels et de savoirs qui interagissent entre eux pour fournir un service à la société et structurent indirectement son fonctionnement *(Markard et al., 2012)*. Cette optique socio-technique de la transition vers la durabilité postule que la résolution efficace des problèmes environnementaux, urbain de notre cas, nécessite des transformations radicales de nos modes de vies et de consommation. Elle implique de transformer le système socio-technique actuellement bloqué dans une trajectoire nonsoutenable.

Par conséquent, il est nécessaire de comprendre les dynamiques du système et de développer des outils de gestion appropriés pour accompagner et gérer la transition *(Calatrío, 2015)*.

C'est ici qu'interviennent l'université et la recherche, pour décloisonner les savoirs, contribuer à la mise en place des outils nécessaires à cette transition et l'accompagner sur le temps long des transformations, par une actualisation constante des savoirs et l'apport de solutions intelligentes (Smart) aux éventuels blocages ou aléas du parcours. Pour ce faire, la recherche, celle sur l'urbanisme tout particulièrement, a besoin de changer elle-même de paradigme et de manière de faire et d'envisager la recherche scientifique. Son travail devrait s'orienter vers une contribution réelle au débat sur la ville en venant en appuis aux acteurs producteurs du territoire. Pour cela, elle doit mobiliser :

• sa capacité de prendre du recul par rapport à la réalité,

• sa capacité à mesurer les enjeux présents et avenirs,

• sa capacité à anticiper les changements et surtout à se situer en dehors des jeux de pouvoirs et de conflit entre les acteurs.

De plus, la recherche est envisagée ici comme une forme de militantisme académique et intellectuel qui œuvrerait dans le sens de ce changement de paradigme sur la manière de faire la ville (d'Alger) et d'en accompagner la transition.

Faire Alger autrement, au cœur d'un long processus de recherche par le projet

C'est dans cette démarche que s'inscrit le travail que nous menons depuis quelques années à l'Université catholique de Louvain et depuis 3 ans dans le cadre de la coopération avec l'EPAU, financée par la WBI et l'Algérie. Le présent numéro en expose le la démarche, le processus et les quelques résultats relatifs à chaque étape. Ces derniers ne sont pas une fin en soi, mais justement une étape qui n'est qu'un nouveau point de départ.

Tout commence avec la thèse que j'ai réalisée entre 2010 et 2015, «La mise en récit de l'urbanisme algérois, passé, présent, futur. À la recherche des conditions d'institution de l'espace public comme médiation et comme projet. Cas du tramway d'Alger» *(Mezoued, 2015)* (figure 2). J'y établis les bases d'une compréhension des phénomènes urbains à l'œuvre, afin de mieux définir le récit du futur d'Alger, un récit qui soit le projet d'une société et non celui d'une minorité d'acteurs et qui puisse se maintenir dans la durée. J'y développe une méthode de recherche par le projet, c'est-à-dire, une approche qui utilise le projet spatiale, qui est le propre de notre discipline, comme un moyen de mettre le doigt sur les bonnes problématiques et de révéler des questions de recherche, mais aussi de mieux comprendre le territoire en s'inscrivant dans un processus itératif entre lecture et écriture *(Corboz, 2001)*.

Le projet en devient un producteur de connaissances *(Viganò, 2012)* qui est soumis aux acteurs du territoire pour en évaluer la faisabilité et l'adhérence de chacun ou les réticences et les blocages.

Ce processus permet de définir les terrains communs et d'affiner le projet et notamment sa programmation toute en apprenant sur les jeux d'acteurs et les mécanismes de gouvernance et de pratiques urbaines. La thèse définit ensuite les processus à mettre à l'œuvre en termes de médiation entre les acteurs du territoire pour accompagner les processus de transition. Il remet l'université au centre du processus comme un acteur médiateur. Le projet issu de la recherche, quant à lui, devient un objet de la médiation urbanistique qui permet de concrétiser les transactions (Pratiques, juridiques, culturelles et symboliques) entre les acteurs *(Mezoued, 2017)*. Il permet également et surtout de construire un imaginaire commun par une meilleure compréhension de la réalité et des enjeux.

La thèse teste ses hypothèses de travail à travers le cas du tramway d'Alger en y développant une multitude de projets visant à en améliorer l'adhérence spatiale et à en faire un projet de ville et plus uniquement de transport. Un des cas d'études est celui de Hussein Dey que nous avons choisi d'approfondir en plusieurs étapes.

D'abord à travers un atelier d'urbanisme qui a été mené dans le cadre du Master complémentaire en urbanisme et aménagement du territoire de l'Université catholique de Louvain. Un groupe de 5 étudiantes belges (2016) ont expérimenté une coupe transversale à la baie d'Alger et qui traverse le tramway au niveau d'un des cas d'étude de la thèse (Hussein Dey). En traversant le site, en un lieu inhabituel, au cœur d'un îlot anciennement industriel, le projet met le doigt sur une série de problématiques urbaines, jusque-là invisibles. Tout en se concentrant sur l'espace local, le projet questionne l'espace métropolitain dans une démarche issue des théories de la

complexité *(Morin, 2005)*, reprise par des chercheurs-praticiens en urbanisme comme Bernardo Secchi et Paola Vigano *(Viganò, 2012)*, qui considère que le tout



Figure 2 : thèse de doctorat de Aniss M. Mezoued, accessible gratuitement en ligne sur : http://hdl.handle.net/2078.1/156117

est dans la partie et la partie est dans le tout(voire article p.).

Suite à ce travail, nous avons organisé dans le cadre de la collaboration universitaire entre l'UCLouvain et l'EPAU, une Master Class durant laquelle nous avons initié des jeunes doctorants à la recherche par le projet et les avons fait travailler sur les nœuds de la coupe précédemment évoquée. Ils ont produit en une semaine une réflexion sur le sujet en proposant des projets qui en les confrontant à la réalité de terrain font émerger de nombreuses questions de recherche. Ils donnent également à voir des scénarios de projet qui révèlent toutes les potentialités des sites, dans une approche systémique qui maintient le lien avec l'ensemble de l'axe et le reste de la ville, mais en partant d'un projet local.

Comme évoqué dans l'introduction, l'ensemble du processus, s'inscrit dans une démarche cumulative et a pour postulat un changement de paradigme. Il incite à la production de projets et de programmes de projets qui poussent à voir les choses autrement et se projeter dans la transition ■

Références bibiographiques :

- Boudiaf, B. (2003). Ambitions et incertitudes de la métropolisation d'Alger. In A. Hadjiedj, C. Chaline & J. Dubois-Maury (Eds.), Alger. Les nouveaux défis de l'urbanisation. Paris : L'Harmattan.

- Calatrío, J. (2015). Transition. Forum Vies Mobiles.

- Chaline, C. (2003). Les grandes métropoles sud méditerraneennes face aux défis d'un développement durable. In A. Hadjiedj, C. Chaline & J. Dubois-Maury (Eds.), Alger. Les nouveaux défis de l'urbanisation. Paris : L'Harmattan.

- Corboz, A. (2001). La description : entre lecture et écriture. In A. Corboz (Ed.), Le territoire comme palempsest et autres essais. Paris : Editions de l'imprimeur.

- D'Alger, W. (2014). Wilaya d'Alger. Retrieved 29-10-2014, 2014, from http://www.wilaya-alger.dz/presentation_wilaya_fr.html

- Graham, S., & Marvin, S. (2001). Splintering urbanism. New York: Routledge.

- Hadjedj, A. (2003). Contraintes et défis de l'urbanisation à Alger. In A. Hadjedj, C. Chaline & J. Dubois-Maury (Eds.), Alger. Les nouveaux défis de l'urbanisation. Paris : L'Harmattan.

- Magnaghi, A. (2003). Le projet local : Pierre Mardaga.

- Markard, J., Raven, R., & Truffer, B. (2012). Sustainability transitions: An emerging field of research and its prospects. Research Policy, 41, 955–967.

- Mezoued, A. (2015). La mise en récit de l'urbanisme algérois, passé, présent, futur.

- À la recherche des conditions d'institution de l'espace public comme médiation et comme projet.

- Cas du tramway d'Alger. Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.

- Mezoued, A. (2017). La médiation urbanistique au cœur de la fabrication du lien. In A. Mezoued, C. Simonneau & B. Declève (Eds.), Kana nos Kosta. La recherche-action territoriale en questions. Louvain-la-Neuve : Presses Universitaires de Louvain.

- Morin, E. (2005). Introduction à la pensée complexe. Paris : Seuil.

- Navez-Bouchanine, F. (2002). La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ? Paris : L'Harmattan.

- Rifkin, J. (2011). The Third Industrial Revolution: How Lateral Power Is Transforming Energy, the Economy, and the World: St. Martin's Press.

- Viganò, P. (Ed.). (2012). Les territoires de l'urbanisme. Le projet comme producteur de connaissance. Paris : MétisPresses.